



## ÉDITORIAL

Jours de liesse pour les bourgeoisies d'Europe, pour les partis politiques de droite, de "gauche" (sociaux-démocrates dans toutes leurs nuances, y compris "eurocommunistes"), mais aussi pour les partis fascistes: " l'Europe est réunifiée " ! "Good Bye Yalta !" D'un trait, on efface à la fois la guerre de 39-45 et les combats victorieux de l'Armée Rouge qui ont permis d'abattre la bête nazie et permis d'avoir 50 ans de paix en Europe !

La propagande bat son plein, personne ne peut y échapper: il est de bon ton de souhaiter la "bienvenue" aux dix nouveaux pays qui intègrent l'Union Européenne.

Les travailleurs dans l'ensemble restent cependant sur leurs gardes: ils subissent certes le feu d'une propagande relayée en leur sein par les organisations de "gauche" et les organisations syndicales qui au nom d'une "solidarité internationale" teintée souvent d'humanisme chrétien ("l'amour du prochain") leur dit qu'il faut "accueillir" ces dix nouveaux peuples; mais ils sentent qu'il n'y a rien de bon à attendre pour eux de cet élargissement et ce sentiment de classe est renforcé par l'expérience de ces 30 dernières années qui leur fait dire que "l'Union Européenne" n'est pas la maison commune des peuples, mais bien la "maison commune" de la bourgeoisie.

L'Union Européenne (CEE auparavant) est en effet un espace commun des classes capitalistes d'Europe trop à l'étroit dans les frontières nationales: l'élargissement du marché capitaliste (suppression des droits de douane, législation commune, etc..) a consolidé les grands groupes capitalistes, lancés dans la lutte concurrentielle à un nouveau stade, au prix d'un renforcement de l'exploitation capitaliste, jusque y compris la destruction massive d'emplois, au prétexte de "réduction des

coûts", d'"amélioration" de la productivité, de "surcapacités" (et de rétablissement du taux de profit!). La CEE a ainsi véritablement organisé (avec le plan du commissaire européen Davignon) la casse de la sidérurgie, dans l'intérêt des maîtres de forges européens.

Le "grand marché européen", c'est l'élargissement des possibilités de délocalisations. Depuis 15 ans, c'est-à-dire depuis la "chute du Mur de Berlin", combien d'exemples avons-nous eu d'entreprises qui se sont délocalisées à l'Est de l'Europe, en Pologne, en Hongrie, en République Tchèque.

Ce mouvement va s'accélérer avec la libre circulation des marchandises et des capitaux. Mais n'est-ce pas nécessaire d'aider aussi ces pays-là à "créer des emplois"? diront certaines bonne âmes social-démocrates, la main sur le cœur.

Mais bon sang, la propagande de l'adversaire de classe est-elle si efficace que l'on ait oublié qu'avant 1989 ces pays — qui étaient économiquement sous un régime socialiste, certes imparfait mais combien socialement plus juste — ne connaissaient pas le chômage, ne connaissaient pas la peur de perdre son emploi, ne connaissaient pas tout simplement la précarité de la vie qui est le lot de millions de personnes dans notre "Occident civilisé"! Et jamais on aurait alors parlé en France de "délocalisation" d'une entreprise en Pologne. Jamais, peut-on ajouter, on ne voyait ce flux ininterrompu de miséreux venant de Roumanie ou d'ailleurs, qui ont tout perdu là-bas avec la contre-révolution.

La soi-disant "liberté" apportée à ces peuples depuis 1989, c'est la liberté du renard capitaliste dans le poulailler, c'est la "liberté" qui a détruit leur économie, l'a placé sous la coupe des grands groupes capitalistes européens originaires d'Allemagne, de France, d'Angleterre, etc.. qui ont trouvé là un nouveau marché qui leur était fermé depuis 1945 ou 1917.



**SUITE →**

**Pas une voix pour l'Union Européenne et son parlement de pacotille !  
Abstention massive aux élections européennes du 13 juin !**



## EDITORIAL suite

Au demeurant ces peuples — la classe ouvrière en premier lieu mais aussi la petite paysannerie, en Pologne notamment — ne font pas preuve d'un enthousiasme débordant aujourd'hui pour entrer dans l'Union Européenne. Le "oui" à l'adhésion a atteint seulement 40% des inscrits en moyenne aux différents référendums organisés dans les nouveaux pays membres, sans parler que tous les citoyens ne sont pas inscrits comme en Lettonie où un tiers du peuple (les russophones) sont purement et simplement interdits de "citoyenneté" (charmante démocratie !). Sans compter la propagande acharnée (qui a coûté des millions d'euros) faite par toutes les institutions et partis de l'establishment, la voix des opposants étant étouffée si ce n'est purement et simplement censurée (rappelons qu'en Lituanie le Parti Communiste est interdit).

### L'Europe sociale ?

La réalité du désastre social dans l'Union Européenne est telle que certains à gauche parlent de la nécessité de se battre pour "l'Europe sociale" (c'est la version social-démocrate) ou "l'Europe des travailleurs" (c'est la version trotskiste). Mais les travailleurs résistent à ces appels camouflés à "peindre en rose" la maison commune de la bourgeoisie. Pour preuve — même si au rejet conscient, il faut joindre une large part de rejet inconscient — l'échec des manifestations du 3 avril en France en faveur de "l'Europe sociale", manifestations qui étaient appelées par la Confédération Européenne des Syndicats (qui réunit en France dans un même ensemble CGT, FO, CFDT, CFTC, UNSA, et bientôt la FSU qui en a fait la demande).

Se battre pour "l'Europe sociale", "l'Europe des travailleurs", voire même "l'Europe des luttes", c'est tourner le dos à la lutte contre notre propre classe capitaliste française, contre notre propre État (l'appareil d'administration de la bourgeoisie). Ce qui ne veut pas dire qu'il soit inutile d'avoir des moments de luttes communes en Europe, à partir du moment où il s'agit de riposter à des attaques communes, qui touchent tous les pays de l'Union Européenne (sur la retraite, sur la défense des services publics, par exemple). Mais même sur ce plan, les résistances les plus efficaces se construisent à l'échelle nationale, car s'il y a une essence commune des attaques, la forme de ces attaques diffère dans chaque pays européen, ne serait-ce parce qu'il y a un développement inégal des pays et qu'ils n'en sont pas au même stade de destruction des acquis sociaux.

Face à ce sentiment spontanément eurosceptique (et même "euro-hostile") de la classe ouvrière, la bourgeoisie utilise les arguments les plus gros pour essayer d'enchaîner la classe ouvrière au char européen: elle entretient ainsi une confusion entre "l'Europe" comme réalité géographique et "l'Union Européenne" comme réalité politique, pour faire croire que ce qu'ils appellent la "construction européenne" est inéluctable.

La réalité est tout autre: l'Union Européenne est une **construction politique volontaire d'États** qui choisissent de s'unir. Des États comme la Norvège ou la Suisse n'en font pas partie bien qu'étant géographiquement en Europe, voire même au centre de l'Europe. L'Union Européenne n'est en fait rien d'autre qu'un cartel des bourgeoisies d'Europe les plus puissantes (allemande et française en tête), qui entraînent avec elles les bourgeoisies plus faibles d'un certain nombre d'autres pays européens; et ce cartel a des objectifs économiques et politiques.

Premier objectif: faire le "poids" dans la lutte économique contre

l'actuelle puissance impérialiste hégémonique (les États-Unis), afin de pouvoir à terme lui disputer l'hégémonie (ce qui fait que l'Union Européenne comme bloc impérialiste en construction est aussi dangereuse que les États-Unis). Ce cartel est donc non seulement une machine de guerre contre les travailleurs, mais une machine de guerre au sens strict, contre la paix mondiale.

Second objectif: pouvoir étouffer plus facilement les luttes révolutionnaires des classes ouvrières et des peuples opprimés. Il est évident en effet que la classe ouvrière a intérêt à ce que ses ennemis soient divisés et non unis, et donc que ce cartel de bourgeoisies européennes soit le plus faible possible, le plus divisé. Tout pas supplémentaire dans le renforcement de "l'unification" européenne — l'Euro, une constitution commune, une armée commune — ajoute une difficulté supplémentaire

### **A retenir : Meeting de la Coordination Communiste MARDI 8 JUNI 18h30**

Lille, Salle de la MEP, Place G.Lyon  
(métro République)

*Boycott des élections européennes !  
Contre toute constitution européenne !*

aux travailleurs confrontés à un adversaire qui renforce son pouvoir et donc sa capacité, pour reprendre une expression déjà utilisée par Lénine en son temps, à "étouffer le socialisme en Europe".

De même, les peuples du Tiers-Monde ont tout intérêt à avoir en face d'eux, non pas un seul bloc impérialiste, mais un adversaire divisé entre plusieurs États impérialistes.

Voilà pourquoi la Coordination Communiste se bat pour la "sortie de la France de l'Union Européenne". Voilà pourquoi nous sommes contre toute constitution européenne. Voilà pourquoi nous ne participons pas aux élections européennes, élections qui ne servent qu'à légitimer l'Union Européenne.

### **Boycott des élections européennes !**

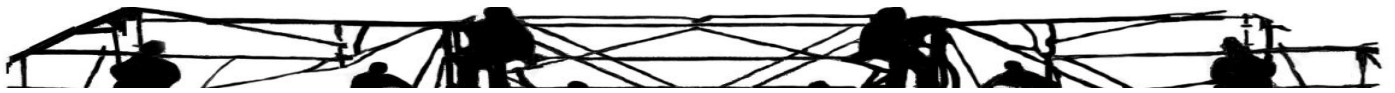
La source du pouvoir au niveau européen émane des États membres, par le biais du Conseil européen qui réunit chefs d'État et ministres. Ce n'est pas le Parlement européen, qui n'a aucune fonction réelle si ce n'est celle d'être la "façade parlementaire" d'un bloc impérialiste en construction, lequel a besoin de cette façade pour tenter d'obtenir l'adhésion des peuples. Mais les travailleurs ne sont pas dupes et traditionnellement, depuis 1979, date de la première élection, les élections européennes sont celles où le taux d'abstention est le plus fort. Nous boycottons ces élections européennes: plus l'abstention sera forte, plus la construction européenne sera délégitimée.

Bien sûr, les forces politiques de la "gauche" parlementaire vont tout faire pour nous convaincre d'aller voter le 13 juin, pour un "troisième tour" électoral contre le gouvernement Raffarin. C'est à vrai dire le seul argument qu'ils peuvent utiliser pour réussir un bon score: ils sont en effet en incapacité, et pour cause, de démontrer à quoi peuvent bien servir des députés européens, et ils ont au fond le même programme européiste que la droite.

Le PCF joue sa partition "autonome" à ces élections, comme les trotskistes LO-LCR qui siégeaient d'ailleurs dans le même groupe que le PCF au Parlement européen. Mais leur programme est identique au fond à celui du PS: c'est le soutien à l'Union Européenne derrière un vernis "social". Le PCF envisage même la mise sur pied d'un "Parti de la Gauche Européenne", dont les statuts devront être approuvés par Bruxelles pour toucher des subventions de l'Union Européenne !

A ces élections, il ne s'agit plus de "sanctionner" Raffarin comme en mars dernier, **il faut sanctionner l'Union Européenne, machine de guerre contre les travailleurs et les peuples. Et le vote sanction le plus efficace, c'est l'abstention.**





## **La Coordination Communiste et l'unité d'action des communistes**

Le mouvement communiste en France est éclaté, conséquence de la lente dérive réformiste du PCF, des divergences d'appréciations et de pratiques entre militants opposés à cette dérive réformiste et même entre militants partisans de la reconstruction d'un nouveau Parti. Cependant nous sommes confrontés dans le même temps à la nécessité de dresser un front uni de résistance face aux attaques du capital. C'est pourquoi, au-delà des appréciations divergentes sur telle analyse ou tel aspect de la politique des autres groupes, la Coordination Communiste accorde une attention toute particulière à **l'unité d'action entre communistes**.

C'est dans cet esprit que nous avons à nouveau signé une déclaration commune avec le Pôle de Renaissance Communiste (ex-FNARC) courant mars, centrée cette fois-ci contre le projet de constitution européenne, intitulée "Non à toute constitution européenne!". Nous avons diffusé cette déclaration notamment lors de la manif syndicale du 3 avril appelée par la CES.

Le 10 avril, nous avons participé à une réunion unitaire à Paris qui a débouché sur l'adoption d'une plate-forme d'action commune, signée par 4 organisations: la Coordination Communiste, l'URCF (Union des Révolutionnaires-Communistes de France), le Collectif Militant Communiste et le groupe 'Communistes en Lutttes'. A noter que c'est la première fois que nous signons un texte commun avec l'URCF, ce qui est une évolution significative depuis la période pas si ancienne (2002) où notre structure militante (que nous avons maintenue sous le nom 'Coordination Communiste') était exclue de l'organisation commune que nous constituions alors avec les camarades ayant fondé aujourd'hui l'URCF).

Nous publions ci-dessous cette plate-forme, qui devrait se traduire notamment par la tenue d'un meeting commun :

### **PLATEFORME D'ACTION COMMUNE CONTRE L'UNION EUROPEENNE**

- Contre la consolidation et pour la destruction de l'Europe capitaliste :
  - Machine de guerre contre les peuples du Monde pour la reconquête et le repartage de la planète.
  - Machine de guerre inter-impérialiste entre blocs impérialistes rivaux, tous ennemis des peuples.
  - Machine de guerre contre les travailleurs en Europe et dans le Monde
- Pour le boycott des élections européennes de 2004.
- Contre le projet d'une constitution européenne.
- Contre la constitution d'une armée européenne.
- Pour le droit des peuples du Monde et d'Europe de construire eux-mêmes leur système économique, politique, social et culturel, sans ingérence étrangère, comme processus historique de la lutte de classe à l'intérieur de chaque pays.
- Pour le retrait de la France des institutions européennes et de toute autre structure impérialiste économique ou militaire.
- Pour une France socialiste développant les relations avec les pays du Monde entier, quel que soit leur système économique et social, sur la base du respect réciproque de l'indépendance, de l'intégrité, des intérêts et de l'égalité de tous les pays grands ou petits.
- Pour développer la solidarité internationaliste entre les travailleurs et peuples opprimés d'Europe et du Monde.

## **Retour sur les élections cantonales et régionales**

Aux récentes élections du mois de mars, les travailleurs ont sanctionné le gouvernement Raffarin. Faute d'alternative révolutionnaire crédible, cette sanction s'est traduite par un vote pour la social-démocratie. Vote de rejet et non d'adhésion donc, ce que sait le PS qui ne veut surtout pas précipiter les choses et se contenter de "préparer 2007".

Le PCF a eu aux régionales une tactique à géométrie variable, fusionnant ses candidats avec ceux du PS dès le premier tour ou présentant une liste séparée. Cette tactique a eu quelques succès, surtout en comparaison de la débâcle électorale de 2002. Mais sur la longue durée, le PCF se situe toujours dans une tendance à la baisse: il fait 7,6 % au total aux cantonales contre 9,8 % en 1998 et il n'a plus que 101 conseillers généraux contre 123 à la veille du scrutin. Ces pertes se situent quasiment toutes au profit du PS: sur la longue durée, au sein de la gauche réformiste, il y a une domination électorale de plus en plus hégémonique du PS sur le PCF, de "l'original" sur la "copie".

Un certain nombre de responsables du PCF, notamment Bocquet, sont aujourd'hui dans une logique de résistance à l'absorption par le PS, d'où leur décision de ne pas participer à

l'exécutif du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais. Reste à prouver en quoi leur ligne politique diffère réellement du PS et qu'il ne s'agit pas tout simplement de sauvegarder un appareil ! Nous y reviendrons dans un prochain numéro de *Chantiers*.

Nous publions dans ce numéro l'essentiel du tract que nous avons sorti avant le premier tour des élections régionales, dans lequel nous appelions à "utiliser le bulletin PCF". Position qui concernait uniquement la région Nord-Pas-de-Calais, notre base d'enquête ne nous ayant pas permis de la généraliser.

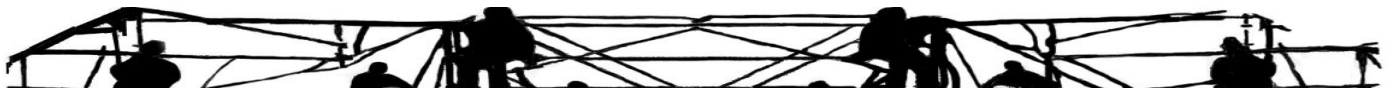
Cette position s'appuyait sur un constat: le besoin des travailleurs de manifester leur rejet du gouvernement, et la volonté — parmi les travailleurs les plus avancés, notamment les syndicalistes combatifs — d'exprimer ce rejet sans réhabiliter le PS ni utiliser le bulletin LO-LCR. Nous nous sommes situés dans ce mouvement-là, **aux côtés des travailleurs qui voulaient frapper un coup avec le vote PCF**, même quand ils critiquaient nombre d'aspects de la politique passée et présente de ce parti.

Cette démarche d'ouverture partait de ce principe léniniste fondamental : **être un pas en avant des masses, pas deux !**



*RELAYER: remplacer pour continuer une tâche...  
SE RELAYER: se remplacer l'un l'autre, alternativement...  
L'alternance, c'est primordial pour le capital !*

**Voir la déclaration →**



## **Notre déclaration pour les régionales 59/62 :**

Face au massacre social, pour porter un coup à l'arrogance du MEDEF et de l'UMP, sans réhabiliter le PS ni tomber dans les impasses LO-LCR, **utilisons le bulletin PCF au premier tour !**

[...] nous jugeons que le PCF a abandonné la voie révolutionnaire, se contentant de l'aménagement du système capitaliste. Un constat qui s'appuie sur l'expérience des 20 dernières années : le PCF n'a fait que courir après le PS, ce qui a conduit notamment à la calamiteuse participation gouvernementale avec Jospin, participation sanctionnée par la classe ouvrière en 2002 (voir le très faible score de Hue à la présidentielle).

**Aux élections de 2002**, au sortir de 5 années terribles de "gauche plurielle" qui a privatisé les entreprises publiques (en "ouvrant" leur capital) et laissé faire les licenciements et délocalisations, qui a bloqué et annualisé les salaires pour faire passer la loi Aubry dite des "35 heures", qui a matraqué les chômeurs en lutte et les travailleurs sans-papiers, qui a envoyé ses troupes faire le coup de feu en Yougoslavie et accéléré le processus impérialiste de la "construction européenne" en lançant l'euro-mark, au sortir de ces 5 années donc, **nous ne pouvions que nous abstenir.**

### **La situation depuis 2002**

La droite UMP arrogante et revancharde fait pleuvoir une **avalanche de coups durs sur les travailleurs**. En une année, nous connaissons un record de fermetures et de licenciements, en particulier dans notre région (**20.000 licenciements officiellement reconnus !** – sans compter les milliers de licenciements individuels non comptabilisés). Le gouvernement UMP, c'est la remise en cause du droit à une retraite décente, les 15.000 personnes âgées mortes lors de la canicule, la suppression pour 170.000 Sans Domicile Fixe et Sans Papiers de l'Aide Médicale d'État (AME), la fin brutale de l'indemnisation chômage pour 250.000 personnes, la mise en place du Revenu Minimum d'Activité (RMA) (que le PS entend mettre en place dans les Conseils Généraux), les lois liberticides contre l'immigration [...]

**Et lorsque les travailleurs et les syndicalistes organisent la résistance, les dirigeants des luttes sont systématiquement entraînés devant les tribunaux !**

### **Un vote défensif**

La Coordination Communiste ne peut pas rester indifférente face à **l'offensive destructrice** que subissent actuellement la classe ouvrière et les forces populaires. [...] Utiliser massivement le bulletin PCF dans ces élections régionales, c'est **aider à la lutte contre la démoralisation qui s'empare de pans entiers de la classe ouvrière**, c'est donner un signal politique à Raffarin, sanctionner la droite du capital sans réhabiliter le PS (c'est-à-dire la gauche du capital). Le fait que plusieurs acteurs dirigeants des luttes de résistance contre les fermetures des entreprises [...] soient sur la liste PCF illustre ce besoin de donner **un coup dans les urnes** à l'offensive patronale à travers l'UMP et le gouvernement Chirac/Raffarin/Sarkozy (CRS).

### **Les travailleurs restent vigilants**

Le PCF se tromperait lourdement s'il oubliait qu'**un vote pour sa liste ne signifie pas un soutien à ses orientations**. Toutes nos discussions, nos rencontres, dans les entreprises, dans les manifestations, nous amènent à dire que beaucoup de travailleurs vont **utiliser ce vote par défaut**. Car **beaucoup ne peuvent oublier la participation jusqu'au bout des ministres PCF au gouvernement Jospin**. [...]

Les propositions politiques de la liste PCF ne sont d'ailleurs pas à la hauteur de la situation et de "l'état d'urgence" proclamé. Pour **mettre fin aux fermetures d'entreprises et aux délocalisations**, nous pensons ainsi qu'il faut remettre au goût du jour la question de la **nationalisation** de ces entreprises. [...]

### **L'impasse du vote LO-LCR**

Pour la classe ouvrière, un vote LO-LCR ne peut pas avoir la même signification que l'utilisation du bulletin PCF. Marginalement implantés dans la classe ouvrière, les trotskistes représentent un vieux courant petit-bourgeois désorganisateur des luttes et farouchement anticommuniste, qui a combattu aux côtés de la bourgeoisie toutes les expériences de construction d'une société régie par d'autres lois que celles du capitalisme (comme en URSS hier ou à Cuba aujourd'hui). Ils ont par le passé refusé de mener le combat contre l'Europe de Maastricht et, au nom d'un soi-disant "refus du nationalisme" qu'affectionne aussi le grand patronat, ils n'ont aucune proposition pour enrayer la machine de guerre européenne et se battre, comme nous le proposons, pour la sortie de la France de l'Union Européenne. [...]

*" Non au chômage !  
Nationalisation  
des entreprises  
qui ferment  
ou délocalisent !  
Sans indemnisation  
des patrons ! "  
Notre affiche,  
brandie ici à Harnes,  
au rassemblement  
contre la fermeture  
de NOROXO.*



*À la tribune, le maire de Harnes donne la parole aux élus et syndicalistes.*

*Un de nos camarades parle ici en tant que délégué de CEGELEC*

*... et pose la question de la nationalisation.*

## **Campagne pour la nationalisation des entreprises qui ferment ou délocalisent**

Face à la casse sociale généralisée, en particulier face à la multiplication des fermetures d'entreprises qui jettent au chômage des milliers de salariés, face surtout à "l'impuissance" proclamée des politiciens professionnels (et des syndicats réformistes) qui sèment le défaitisme en rejetant uniquement les responsabilités sur la "mondialisation", les "patrons voyous" voire "l'Europe de Maastricht", nous réaffirmons la nécessité de remettre au goût du jour la revendication de la **nationalisation**. C'est-à-dire **la sauvegarde par la nation** (par le biais de l'État) **de l'outil industriel et des emplois des travailleurs**. Il ne s'agit pas de la révolution socialiste (ni même de la "réquisition par les travailleurs", ce qui nécessiterait un autre degré de mobilisation, proche de la révolution). C'est la revendication minimale (réalisable dans le cadre même du capitalisme) nécessaire aujourd'hui.



## A l'origine de la journée internationale des femmes

### Hommage à la communiste Clara Zetkin



Depuis 1977 et l'adoption officiellement par l'ONU du 8 mars comme "Journée internationale des femmes", on en oublierait presque que cette fête —cette journée de lutte— a une origine ouvrière, une origine révolutionnaire, contre le capitalisme qui écrase les droits des femmes. La bourgeoisie, ses partis, les médias à leur service travaillent à récupérer cette fête pour mieux étouffer les revendications actuelles des femmes. Le 8 mars 2004 l'a encore montré. *Chantiers* n'oublie pas que cette fête est la nôtre, et que les femmes ont une place stratégique pour le renversement nécessaire de la société capitaliste.

Dans le contexte actuel de recul généralisé des droits des travailleurs, les droits des femmes salariées sont gravement attaqués : travail de nuit dans l'industrie, cotisation retraite ne tenant plus compte des enfants, discriminations salariales, chômage, harcèlement, décrets antisociaux, lois liberticides... La longue et infinie histoire de l'émancipation des femmes est inséparable de celle de l'humanité "**La femme est l'avenir de l'homme !**" aimait à nous rappeler un grand poète.

Aujourd'hui, tous les partis néo-conservateurs ont dans leur programme la remise en cause du Droit au travail des femmes, en proposant un "revenu minimum vital" à celles qui retourneraient au foyer, au fourneau, à la "domesticité". Cette mesure pourrait paraître alléchante pour les travailleuses les plus bafouées, les plus exploitées au travail, pour toutes ces femmes qui en ont assez d'aller trimier pour un Smic de misère ou qui ont été sacrifiées sur l'autel de la rentabilité maximum dans les bagnes industriels délocalisés : textile, électroménager, électronique, agroalimentaire... ou victimes des plans du capital monopoliste: aviation, spectacle, enseignement... Un constat: les premières victimes des crises du capital sont toujours les femmes (celles qui "prendraient" le travail des hommes). Ce retour à la forme tribale de la famille est une remise en question de ce qu'elles ont arraché par des luttes héroïques, dans la douleur et le sang : **le droit des femmes à disposer d'elles mêmes.**

Le capital financier inonde les masses de contrevérités, de mensonges, comme si le système capitaliste basé sur la division était inamovible et indestructible. **Mais les jeunes filles, les femmes, les mères, savent se lever dans des moments historiques !**

Les femmes ont été les protagonistes des luttes sociales pour leur droit de vote, le droit au divorce, pour le droit à une maternité volontaire... face à une domination de classe qui a reposé pendant des siècles — et aujourd'hui encore — sur le patriarcat, les droits seigneuriaux et bourgeois, et les églises. Malgré toute la propagande sur la soi-disant parité, cette lutte d'émancipation est loin d'être achevée. D'autant que la mondialisation capitaliste, qui a suivi la défaite provisoire du socialisme réel tend à replonger toutes nos sociétés dans un puritanisme ancestral, dans des "valeurs" moyenâgeuses, au nom "du bien et du mal" ! Pour preuve la montée, à l'échelle planétaire, des intégrismes rétrogrades et le sort réservé aux filles du peuple, même diplômées.

La libération et la promotion des ouvrières ? Parlons-en! Combien de femmes issues du peuple accèdent à des

responsabilités pour servir les intérêts du peuple travailleur? Par contre, combien de femmes issues du peuple sont précaires, sans travail, sans papiers ?

Dire que la parité, c'est l'égalité entre l'homme et la femme (d'ailleurs impossible avec le capitalisme), c'est vouloir masquer la réalité de l'antagonisme entre les classes, c'est vouloir nier que les intérêts des travailleurs et des travailleuses exploité(e)s sont **solidairement opposés** aux intérêts des patrons et des patronnes exploités/euses.

**Cette journée internationale de la femme** a été l'œuvre d'une dirigeante communiste exemplaire dans la lutte révolutionnaire du mouvement ouvrier: l'allemande **Clara ZETKIN**. En août 1910, lors de la 2ème conférence internationale des femmes socialistes à Copenhague, qui réunit une centaine de militantes communistes issues de 17 pays, Clara Zetkin fit approuver sa proposition d' "*organiser tous les ans une journée des femmes*", qui servira à la lutte pour les droits des femmes, en premier lieu à l'époque, la lutte pour le droit de vote.

Dès 1911, 1 million de personnes manifestent simultanément dans plusieurs pays. La date choisie va se fixer rapidement sur le 8 mars, en souvenir des luttes des ouvrières des grandes fabriques textiles nord-américaines, dont les patrons devaient être les ancêtres des Bush, Baker ou Rumsfeld... Le 8 mars 1909, 20 000 couturières manifestaient dans les rues de New York pour la réduction de la journée de travail, de meilleures conditions de travail, l'abolition du travail des enfants, un salaire égal à celui des hommes et le droit de vote. La police s'attaque violemment aux manifestantes.

Le premier État à fêter officiellement la Journée des femmes sera la jeune URSS en 1921, en hommage également aux ouvrières de Saint-Petersbourg dont la manifestation du 8 mars 1917 justement fut le déclencheur de la première Révolution !

Dans l'histoire sociale, résistante et révolutionnaire passée, présente et future, les femmes en mouvement ont joué, jouent et joueront un rôle essentiel. Pour simple exemple, dès 1920, notre camarade Clara est une militante antifasciste d'avant garde dans son pays. Sa dernière intervention au sein du parlement allemand est un appel à l'unité contre la montée du national-socialisme. Appel malheureusement ignoré par les serviteurs de la démocratie bourgeoise, sociaux-démocrates ou autres anarchistes sectaires, mais l'histoire a malheureusement fait le reste... combien de mères et de jeunes filles Partisanes sont tombées au champ d'honneur à Stalingrad, dans les maquis, massacrées dans les camps de la mort! Pour notre liberté à tous, hommes et femmes.

Concluons par une célèbre phrase d'Ernesto "Che" Guevara que **Clara** aurait certainement aimée ainsi que nos camarades résistantes, **Danièle Casanova** ou **Maïe Politzer**, martyres assassinées en 42 et 43 pour la défense de la Nation, par l'occupant fasciste. Phrase aussi en hommage au courage, à l'héroïsme de nos sœurs résistantes d'Irak, de Palestine et combattantes de tous les continents:



Picasso, 1955

**« La femme est d'une extraordinaire importance dans le processus révolutionnaire. Elle est capable de réaliser les travaux les plus difficiles, de combattre avec les hommes. Dans la rude vie de combattant, la femme apporte les qualités propres à son sexe et peut travailler à l'égal de l'homme avec une tendresse supérieure à celle de ses compagnons d'armes. Tendresse ô combien nécessaire dans les moments de souffrance »**

## HAÏTI :

### **COUP D'ETAT IMPERIALISTE ET "MACOUTE" CONTRE LE PRESIDENT DES PAUVRES**



Jean-Bertrand Aristide, le président élu d'Haïti a été contraint à l'exil. Une rébellion armée a été organisée par le FRAPH — mouvement politique formé par les autorités militaires qui dirigeaient le pays après le coup d'état de 1991, composé d'ex-macoutes (bras armé de la dictature des Duvalier), de revanchards et assassins — et par un essaim d'ONG financées par l'impérialisme états-unien et français. Les soldats états-unis, mais aussi français, ont fait leur grand retour à Haïti.

Le fait que le chef de la Commission des Affaires Étrangères de l'ANC se soit prononcé pour l'accueil d'Aristide en Afrique du Sud préfigure cependant la solidarité que les peuples et notamment les pays du tiers monde doivent au président déchu Aristide.

### **Bush se débarrasse d'Aristide**

D'abord élu en 1990 avec 67% des voix après une campagne sur un programme fondé sur la « *théologie de la libération* », le père Aristide est le premier président d'Haïti élu sans l'assentiment de l'armée et de l'ambassade des USA. Après 8 mois de mandat, le père Aristide est renversé par un coup d'état commandité par Bush père. Mais J.B. Aristide revient au pouvoir en 1994, ramené dans les bagages de l'armée US sur décision de la présidence Clinton. Aristide ne reprend pas immédiatement la présidence: un de ses fidèles collaborateurs, Préval, devient président de 1995 à 2000, exécutant docilement, en lien avec Aristide, les diktats du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale. En 2000, Aristide est réélu président, mais l'abstention est beaucoup plus importante, traduisant le désarroi du peuple devant sa politique de soumission à l'impérialisme.

Une partie des insurgés actuels, ceux de Gonaïves (ville historique d'où était partie l'insurrection des noirs marrons qui aboutira à la proclamation de la première République Noire en 1794), est issue des forces populaires qui avaient soutenu l'arrivée de J-B. Aristide au pouvoir en 1990. Mais ces éléments sont aujourd'hui instrumentalisés par les "macoutes", armés et financés par l'impérialisme états-unien, qui viennent d'envahir le pays à partir de leurs bases en République Dominicaine. L'impérialisme US a financé aussi à hauteur de 74 millions de dollars les ONG catholiques, protestantes, patronales dites de la « *société civile* » pour qu'elles constituent une opposition « *crédible* ».

Aristide, après avoir été évacué par l'impérialisme états-unien en entente avec l'impérialisme français dans la semi-colonie française de Centrafrique, a dénoncé le « *coup d'état moderne* » dont il a été victime. John Kerry, candidat démocrate à la Maison Blanche, accuse Bush de vouer « *une haine théologique et idéologique à Aristide* ». En effet, Aristide a concocté de solides amitiés au sein du Parti Démocrate états-unien, notamment dans le Black Congressional Caucus qui réunit les élus afro-américains et au sein d'un lobby commercial et politique qui a tiré de gros profits de l'attribution des licences de téléphone à Haïti. Le putsch contre J-B. Aristide apparaît ainsi aussi comme une métastase de l'affrontement électoral aux États-Unis.

### **La France complice et rivale**

L'envoi de J-B. Aristide précisément en Centrafrique où vient de se dérouler un coup d'état du Général Bozizé et l'envoi de troupes françaises à Port au Prince fait partie de la volonté française de ne pas laisser le terrain "libre" aux USA. Après tout Haïti, même si les esclaves noirs marrons ont infligé une raclée

mémorable aux troupes coloniales du Consul futur Empereur Napoléon en 1802-1803 (qui déboucha sur l'indépendance d'Haïti le 1er janvier 1804), est une ex-colonie d'esclaves de l'impérialisme français. Les impérialistes US et français ont tous intérêt à se débarrasser d'Aristide. Mais ils sont rivaux dans leur volonté de mainmise totale sur le pays. Non pas qu'Aristide ne se soit pas soumis à l'impérialisme US suite à son retour dans les fourgons de l'armée yankee en 1995. Mais parce que ce dernier, par delà sa capitulation, incarne aux yeux du peuple martyr et héroïque haïtien l'esprit des « *négres-marrons* », ces esclaves qui réussissaient à s'échapper des plantations, c'est à dire **l'esprit de la révolte et de la libération nationale et sociale**. C'est ce qu'expriment très clairement les ouvriers et paysans haïtiens: « *Si vous ne voulez pas de Titid pour cinq ans, vous l'aurez pour la vie !, si les riches chassent Titid, nous brûlerons leurs maisons* ». Aristide représentait encore trop pour les impérialistes, français comme états-unis, qui depuis 2000 avaient suspendu leur "aide internationale".

Les accusations fortement médiatisées de Régis Debray, agent social-démocrate de l'impérialisme français, sur les « *trafics de drogue* » supposés d'Aristide sont de piètres fraudes car la base arrière des "macoutes" agresseurs d'aujourd'hui - la République Dominicaine - est la principale plaque tournante avec Panama des "narco-trafiquants" liés à l'impérialisme. Debray devrait plutôt expliquer son rôle dans l'assassinat par la CIA de Che Guevara en Bolivie en 1967. Aujourd'hui encore, Debray joue un rôle d'entremetteur: au moment où en avril 2003 le président Aristide lançait sa campagne sur la "restitution de la dette de l'indépendance" (estimée par lui à 21,7 milliards de dollars), la France lançait, sous la présidence de Debray, un "Comité" de "réflexion et de propositions sur les relations franco-haïtiennes", véritable groupe de pression pro-impérialiste.

### **Putsch réussi à Haïti et échec au Venezuela**

La situation haïtienne rappelle celle du Venezuela. Le premier ministre de la Jamaïque a déploré le règlement de la crise haïtienne comme suit : « *La destitution du président Aristide, dans ces circonstances, établit un précédent dangereux pour les gouvernements démocratiquement élus un peu partout, car elle va dans le sens d'un remplacement, sous l'action des forces rebelles, de personnes élues en bonne et due forme* ». Celui-ci sait de quoi il parle. Le gouvernement Manley en Jamaïque a été ainsi destitué dans les années 80 par un complot fomenté par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale.

Il en est de même des tentatives sans succès pour l'instant au Venezuela contre le gouvernement Chavez. Comme au Venezuela, l'opposition à Haïti contrôlait les principaux médias: le porte-parole d'un des principaux groupes haïtiens dit de la "société civile", Andy Apaid, est le fondateur de Télé-Haïti; c'est un membre éminent du patronat, qui possède 15 usines en Haïti. Mais au Venezuela, Chavez a su faire front et résister aux manœuvres des impérialistes.

Le « *nouvel ordre international* », c'est le droit pour les puissances impérialistes d'abattre ouvertement, en colonisant le pays, un gouvernement qui le dérange comme celui de Saddam Hussein en Irak. C'est aussi le droit pour les impérialistes d'organiser des coups d'état contre des gouvernements comme à Haïti. Et quand, comme au Venezuela, Chavez se défend en mobilisant les populations pauvres, l'impérialisme organise une campagne médiatique pour le diaboliser et justifier ainsi toutes les infractions attentatoires aux règles du droit international.

Il y a là une répétition généralisée du stratagème "Timisoara" par lequel aux yeux du monde entier et en toute impunité le couple Ceaucescu a été abattu en 1989. L'impérialisme et leur agent Gorbatchev, alors secrétaire général du PCUS, avaient détérré des cadavres de mort naturelle pour les présenter à la télévision comme étant des victimes du "tyran des Carpathes" !





## ***brèves internationales...brèves internationales...brèves internationales...brèves***

### **DU « MUR DE BERLIN » DE LA PAIX...**

#### **... AU « MUR » COLONIAL SIONISTE !**

L'apartheid sioniste israélien s'illustre à nouveau par la construction d'un véritable mur séparant Israël (en absorbant au passage des milliers de Km2 de terres fertiles palestiniennes) des "bantoustans" palestiniens de Gaza et de la Cisjordanie.

Les crimes multiples et quotidiens de l'État colonial raciste d'Israël ne parviennent pas à stopper la résistance du peuple héroïque de Palestine. Chaque meurtre israélien est suivi d'une riposte des fils et filles de Palestine. Les assassinats ciblés, comme celui du Cheikh Yassine, hémiplégique se déplaçant sur une chaise roulante, et l'assassinat ouvertement envisagé par Sharon de Yasser Arafat, tout cela montre la nature abjecte et barbare du colonialisme sioniste. Gaza et la Cisjordanie sont, avec le "mur" de l'apartheid, une prison à ciel ouvert où sévissent sous les regards de la prétendue "communauté internationale" les brigands sionistes.



D'aucuns dans les médias bourgeois (et parfois dans le mouvement de solidarité avec la Palestine) comparent ce "Mur de la honte" sioniste au "Mur de Berlin". Mais comparaison n'est pas raison. Le "Mur de Berlin", c'était le "Mur de la Paix" — qui a préservé l'Europe et l'humanité de la guerre pendant 45 ans. Le "Mur" colonial sioniste d'Israël, c'est le "Mur de la guerre", produit de la guerre d'oppression nationale du peuple palestinien. L'existence d'un tel mur est une conséquence du changement radical dans le rapport des forces mondial depuis la fin des années 80 en défaveur du camp du progrès, du mouvement ouvrier et des peuples opprimés. Et l'on peut voir partout surgir aujourd'hui les "Murs" de la haine raciste, des régressions sociales et de liquidation des souverainetés nationales.

### **Attentats à Madrid :**

#### **Non aux bombes de la haine aveugle !**

#### **Non au racisme, à l'amalgame et la division !**

200 morts, 1400 blessés. Les bombes qui ont fait exploser les trains dans la capitale espagnole ont tué aveuglément espagnols, immigré(e)s avec ou sans papiers, hommes, femmes, enfants. Ces attentats de la haine aveugle ont assassiné les populations laborieuses qui se rendaient au travail et qui ont manifesté leur opposition à la guerre barbare coloniale menée par l'impérialisme hégémonique états-unien.

Saluons d'ailleurs l'extraordinaire lucidité de la mobilisation du peuple espagnol qui a démasqué la tentative sordide du gouvernement AZNAR de brouiller les pistes en désignant faussement l'ETA et en voulant ainsi camoufler sa propre responsabilité dans le bain de sang tant en Irak qu'en Espagne.

Les fondamentalistes religieux fascistes, par de tels actes criminels, cherchent, tout comme les impérialistes BUSH, BLAIR, AZNAR, à entraîner les peuples dans une prétendue "guerre de civilisation", une "croisade religieuse et ethnique"

dont le but est de rendre le mouvement ouvrier et les luttes des peuples incapables de faire émerger une alternative crédible à la barbarie capitaliste.

Piéger les forces ouvrières et populaires en les enfermant dans l'étau du "Djihad" fasciste et de la re-colonisation impérialiste est la nouvelle stratégie prédatrice des forces du capital née de la défaite du socialisme, de l'URSS.

Les actes assassins comme l'attentat de Madrid favorisent la mise à l'index des minorités immigré(e)s par l'autre partie de la société, poussent à la peur et la haine entre les travailleurs et divisent le monde du travail selon les origines, la couleur de la peau, la nationalité, la religion.

A qui peut en effet profiter le crime, si ce ne sont les sionistes, les colonisateurs US et les fascistes intégristes qui jubilent en faisant l'amalgame entre la résistance irakienne, palestinienne et les poseurs de bombes de Madrid ?

Le progrès, la démocratie et le socialisme ne peuvent provenir que de la solidarité, l'unité des travailleurs et des peuples contre l'exploitation et l'oppression capitaliste/impérialiste.

### **Élargissement de l'OTAN à l'Est:**

#### **La marche impérialiste vers la guerre mondiale !**

Après la Pologne, la Tchéquie et la Hongrie en 1999, c'est au tour de la Slovaquie, la Roumanie, la Bulgarie, la Lituanie, la Lettonie et l'Estonie d'adhérer à l'OTAN. Au moment même où s'effectue l'élargissement du bloc impérialiste en construction qu'est l'Union Européenne (UE) à 25 membres. Cette extension de l'OTAN et de l'UE éclaire un peu plus un des objectifs non dits de la guerre d'agression contre la Yougoslavie en 1999, guerre préparée par l'implosion (orchestrée notamment par l'impérialisme allemand) de ce pays né en 1918.

Ce double processus d'intégration dans l'OTAN et dans l'UE a été conditionné par l'adoption « *définitive sans possibilité de retour en arrière de l'économie de marché* ». Mais n'est-ce pas le cas de la Russie aussi diront certains ?

Le processus de « *mondialisation* » actuel du capitalisme né de la chute du « Mur de Berlin », de la défaite du socialisme, est à la fois impulsé par l'hégémonisme US et le développement progressif du pôle impérialiste concurrent qu'est l'UE. Ces deux blocs alliés et concurrents victorieux dans le bras de fer depuis 1945 entre camp capitaliste et camp socialiste **cherchent à se développer en réduisant au maximum l'influence russe, voire à l'éliminer**. C'est aussi le cas en ce qui concerne la Chine. Russie et Chine sont ainsi progressivement encerclées.

L'attaque militaire contre l'Afghanistan en 2001, la présence politique et militaire en Géorgie et dans d'autres États de l'ex-URSS et l'opposition frontale dans les élections récentes en Chine de Taiwan entre les partisans et opposants à la réunification de la Chine, ainsi que les menaces de guerre contre la Corée du Nord participent de ce plan impérialiste tendant à redéfinir la carte géopolitique mondiale pour en finir avec l'accord de Yalta qui en 1945 a permis 45 ans de paix relative.

Ces objectifs communs aux USA et à l'UE n'empêchent pas, comme on l'a vu dans le cas de la guerre US de re-colonisation de l'Irak, la montée en puissance des contradictions inter-impérialistes euro-étatsuniennes. Contradictions qui acheminent l'humanité vers une guerre mondiale pour savoir qui va dominer le monde.

## **La Coordination Communiste contre la loi sur le foulard à l'école publique**

On en parlait depuis la rentrée scolaire 2003 (il fallait bien un sujet de diversion pour occuper les enseignants encore marqués par leur longue lutte du printemps !), de nombreux groupes de pression en avaient fait leur cheval de bataille (en particulier LO, qui a décidément une bien curieuse conception de l'unité des travailleurs), l'alliance UMP-PS l'a finalement votée au Parlement: une loi sur le port par les élèves d'insignes religieux à l'école publique, qui n'est rien d'autre qu'une loi d'exclusion des filles de confession musulmane (car c'est l'Islam qui est visé), une loi discriminatoire qui sous couvert de "laïcité" fait le jeu du Front National et de toutes les forces sociales rétrogrades qui ont intérêt à favoriser la division des enfants du peuple.

La "gauche" (y compris nombre de groupes communistes qui soutiennent la loi sous prétexte de "laïcité") a été en-dessous de tout dans cette affaire, laissant dans un premier temps le terrain de la rue aux islamistes (style "Parti des Musulmans de France"), qui se frottent les mains de cette loi discriminatoire qui ne peut que les renforcer.

En tant qu'organisation politique, la Coordination Communiste a signé par contre l'appel du Collectif "**Une école pour tous-ttes, Contre les lois d'exclusion**" qui a organisé des manifestations le 14 février qui ont réuni plusieurs milliers de personnes, 700 à Lille. La *Voix du Nord* du 15-16 février écrit, reflétant les forces participants et les slogans:

"la Coordination Régionale de l'Immigration, l'Association de défense des droits de la femme musulmane, la Coordination Communiste, le Comité des Sans-Papiers et nombre d'autres militants ont défilé en scandant: "Nous sommes en danger, nous ne sommes pas dangereux" "C'est une loi d'exception, de diversion et de répression".

Il y avait beaucoup de jeunes, notamment de jeunes filles à cette manif, portant ou pas le foulard — certaines sont même arrivées nue-tête et ont mis un foulard pour manifester ! voulant montrer par là leur solidarité avec leurs sœurs contre la répression, un avant-goût de ce qui attend l'école publique à la rentrée prochaine.

Nous publions ci-dessous l'essentiel du tract que nous avons distribué, rendant compte de notre position:

## **NON à une loi de division !**

### **Une attaque contre l'école publique**

La "laïcité" (c'est-à-dire la séparation entre l'État et les religions) signifie simplement que l'État reste neutre face aux religions, ne finançant aucun culte et ne favorisant aucune religion. Ce principe est sérieusement battu en brèche de longue date, l'enseignement catholique étant très largement financé par l'État (6,4 milliards d'euros au budget 2004). La position historique des communistes est au contraire d'être pour un Service Public d'Éducation unique (c'est-à-dire pour la suppression de l'école privée). L'École Publique laïque est **une école pour toutes et tous**. Les règles laïques concernent les

locaux, les enseignants et les programmes; aux élèves on ne peut imposer que l'obligation scolaire, c'est-à-dire la présence à tous les cours.

Avec cette loi liberticide, l'État porte un nouveau coup à l'école publique: les filles portant le voile, pour continuer à être scolarisées, iront vers les écoles privées catholiques, en attendant l'ouverture d'écoles privées musulmanes.

### **Unir au-delà des croyances plutôt que semer la division**

Les communistes sont pour l'unité de la classe ouvrière, l'unité des travailleurs contre le système capitaliste, et donc pour l'unité des enfants des travailleurs. Selon le vieux principe "diviser pour mieux régner", seule la bourgeoisie (et les forces politiques qui lui sont liées) a intérêt à dresser des barrières raciales ou religieuses entre les travailleurs, pour mieux faire disparaître la barrière de classe qui sépare exploités et exploités, oppresseurs et opprimés. Pour reprendre les mots du poète, "*Ceux qui croient au ciel, Ceux qui n'y croient pas*" doivent rester unis dans leur combat.

Certes le voile n'est pas un symbole d'émancipation des femmes et il met l'accent sur l'appartenance à une communauté religieuse plutôt que sur ce qui est essentiel pour nous: **l'appartenance sociale**. Mais ce n'est pas pour nous une raison de manier l'exclusion, car l'exclusion conduit d'autant plus au repli communautaire religieux, et favorise toutes les forces politiques qui prospèrent sur le terreau de la division, de la séparation des communautés: les intégristes islamiques et leur équivalent franco-français, les fascistes lepénistes—mégrétistes.



### **Le « communautarisme », nouvelle stratégie du capital**

La stratégie du capitalisme financier (et des forces politiques à leur service, actuellement le gouvernement Chirac-Raffarin-Sarkozy) est de faire éclater les solidarités traditionnelles des travailleurs qui ont permis d'obtenir tous les acquis sociaux aujourd'hui remis en cause: en cassant le cadre national (par la régionalisation forcée sous couvert d' "Europe des régions") et en favorisant les "communautarismes", c'est-à-dire les solidarités infra-nationales (ethniques) ou religieuses. C'est d'autant plus important pour le système capitaliste que l'immigration a une place considérable dans la classe ouvrière de France, y compris l'immigration récente (les immigrés et enfants d'immigrés représentent près de 30% de la classe ouvrière). Installer au sein de la classe ouvrière le poison du racisme anti-noir, anti-arabe (ou anti-musulman) et du communautarisme (qui souvent est une fausse réponse au chauvinisme franco-français) est donc la garantie de pérenniser l'affaiblissement actuel des résistances et luttes sociales contre la liquidation des acquis sociaux et la précarisation massive des travailleurs. Ainsi les travailleurs, les enfants des travailleurs aujourd'hui dans la ligne de mire, doivent apporter une réponse cinglante à cette stratégie de division illustrée par le vote de cette loi:

**Pour l'unité de la classe ouvrière et du peuple  
contre la bourgeoisie ! Pour l'égalité des droits !  
Mettons la lutte sociale à la place de la lutte religieuse !**



# Notes de lecture



## LE FOULARD ISLAMIQUE EN QUESTIONS

Sous la direction de Charlotte Nordmann

Éditions Amsterdam, février 2004

Recueil d'interventions s'adressant à tous ceux qui souhaitent en savoir un peu plus sur la réalité du foulard en France et les enjeux véritables de la polémique qui, depuis 1989, est régulièrement relancée. Parmi les auteurs: Etienne Balibar ("*Dissonances dans la laïcité*"), Saïd Bouamama ("*Ethnicisation et construction idéologique d'un bouc émissaire*"), Laurent Lévy ("*Une nouvelle affaire Dreyfus*"), Nacira Guénif-Souilamas

("Ni pute, ni soumise ou très pute, très voilée. Laïcité d'en haut et féminisme d'en bas"), Emmanuel Terray ("*L'hystérie politique*"), Todd Shepard ("*La "Bataille du voile" pendant la guerre d'Algérie*") et bien d'autres.

Ce livre jette sur la laïcité et le port du foulard un éclairage politique, sociologique et historique. Il s'attache à analyser les mécanismes qui contribuent à la production d'un "problème" du foulard en France aujourd'hui. Nos conceptions et nos représentations de la laïcité, mais aussi du féminisme, se trouvent ainsi discutées et mises en question. Une précieuse synthèse, en même temps qu'une contribution originale au débat.

[Notre camarade Saïd Bouamama sort le 15 mai un livre sur la question: 'L'affaire du foulard. La construction d'un racisme respectable'. Éditions Le Geai Bleu (A commander au journal)]

## COINCIDENCES ! CONNIVENCES ! CONVERGENCES !... & CONSORTS

### LE PENO-TROTSKISME !

Décidément, les « gauchistes » de tous poils et en particulier les **trotskistes** ne ratent jamais une occasion pour passer **en contrebande** leur fiel anticomuniste, pour rabâcher leurs calomnies haineuses contre l'URSS. **Rien ne les arrête.**

Ainsi, depuis plus de 30 ans, la StarAc LAGUILLIER a pu – **par quel miracle ! avec quelle bénédiction !** – s'inviter régulièrement sur tous les plateaux télé, s'infiltrer dans les émissions 'people' les plus naseuses, se prêtant à toutes les fantaisies du grand guignol cathodique.

Son unique ambition, sa seule mission **commandée** : nuire au PC, l'abattre et capter son électorat.

De tout temps, la bourgeoisie a cherché à égarer une partie des masses, à contrarier le mouvement démocratique, à gêner l'unité des travailleurs, en propulsant sur l'avant-scène médiatique des **révolutionnaires virtuels**, des idoles taillées sur mesure, des charlatans patentés.

Mais quand leurs masques tombent, les imposteurs sont vite confondus.

Avant les régionales, l'angelot Besancenot et la blondasse Le Pen ont bataillé à armes égales sur RTL. Un duel qui se voulait contradictoire et explosif : le ligueur contre la F Haine ! Les extrêmes face à face ! Ca allait barder !

Détrompez-vous ! Comme à confesse, Olivier a fait pénitence dans la surenchère, puisqu'il avouera à la grande prêtresse :

« *Moi, j'appartiens à un mouvement communiste révolutionnaire et je suis plutôt fier et je n'ai pas honte d'avoir participé et d'être dans une famille politique qui, à la fois, pendant la guerre mondiale était pourchassé par les fascistes et par les stalinien... Et il y a deux histoires dans ce pays. Mon*

*histoire à moi, c'est celle de la Commune, c'est celle des grandes grèves de 36, de 68, c'est celle de la Résistance...* »

**MENSONGE !** Rappelons pour mémoire que l'essentiel des groupes trotskistes eurent pendant la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale un comportement équivoque, rejetant dos à dos maquisards et Wehrmacht (deux "camps bourgeois" selon leurs termes). Ils condamnèrent les actions armées contre les forces nazies d'occupation !

**Alors facteur, si tu es ni pour Stalingrad, ni pour Fabien, ni pour Pétain, pour qui, pour quoi alors roules-tu ?**

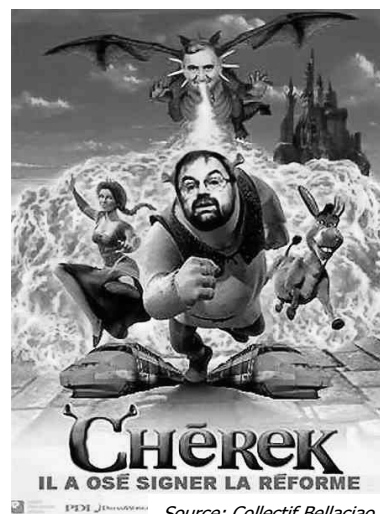
**Pour un pacte ANTISOVIETIQUE de non- agression LO-LCR-FN ?**

### HUE toujours aussi MASO

La "fondation pour l'innovation politique", proche de l'UMP, vient d'organiser son premier colloque. Pour Jérôme MONOD, le conseiller de CHIRAC, « *cette fondation est un lieu d'anticipation. Elle sera un laboratoire des idées politiques... Le socialisme s'est vidé de sa substance; à droite, la réflexion s'est essoufflée et vit toujours sur le même stock d'idées* ».

Parmi les présents, on notait une belle brochette de canailles patronales, de ministres ripoux droite-centre-gauche confondus, d'enfants gâtés du capital, tel le dissident et boutefeuf polonais Geremek, ancien compagnon de route de Walesa.

**Mais, devinez qui était là aussi pour fournir à l'ennemi public n° 1 des idées neuves ? Michel MASO, directeur du Cabinet de Robert HUE. Il a même déclaré : « Je suis d'accord avec le constat : en France, les idées sont éparpillées ».**



### Hommage à François Chérèque...

La délégation générale du FN a adressé à ses cadres locaux, aux candidats aux élections cantonales et régionales ou aux simples militants une série d'"argumentaires" sur des thèmes à caractère national.

Sur la réforme sur les retraites, le mémento en trois points assure qu' « *aucune réforme sociale et économique de fond ne pourra être menée sérieusement tant que le monde du travail sera représenté par des syndicats non représentatifs, minoritaires et adeptes de la lutte des classes (Medef compris)* ». Le FN enjoint le gouvernement de « **supprimer le honteux monopole syndical** » et de « **favoriser l'émergence d'organisations professionnelles réellement paritaires** » (c'est le retour à Vichy !).

**Au passage, le secrétaire général de la CFDT, François CHÈREQUE, a droit à un "hommage" particulier pour avoir "su faire passer le bien commun des Français avant une logique révolutionnaire".**

## COINCIDENCES ! CONNIVENCES ! CONVERGENCES !... & CONSORTS

(suite).....

### 100 minutes pour... être convaincu que BARRE et DELORS sont les frères siamois d'une même politique : celle du capital.

Dans une de ses dernières émissions "100 minutes pour convaincre" sur France 2, Olivier Mazerolle avait invité Papa AUBRY et Raymond la SCIENCE.

A moins d'être naïf, personne ne s'attendait à un affrontement droite/gauche UMP/PS. Les 2 gourous et vieux sages, pour ne pas dire singes, du MEDEF ont croisé leurs diagnostics sur "l'exception française", et ce en parfaite intelligence. Clins d'œil approbateurs, ricanements complices, avis partagés... on finissait par les confondre.

#### Au hasard de leurs interventions :

- "La France est un pays dual, vous avez d'une part une France compétitive qui travaille, qui paie des impôts et par ailleurs une France qui vit de subventions, d'allocations qui ne cessent de croître, puisque dans ce pays, il suffit

qu'il y ait une manifestation, une pétition, une grève pour qu'immédiatement des avantages soient distribués".

- "Il faut avoir à l'esprit que dans n'importe quelle organisation mondiale, il y a un principe qui est essentiel, il faut rester compétitif".

- "Le goût du loisir, ça c'est un grave problème pour les Français".

- "Si vous ne prenez pas un emploi au bout d'un certain temps, vos allocations tombent, si, c'est ça le fond de l'affaire ! C'est ce que vous trouvez en Suède, en Grande-Bretagne. Mme Thatcher l'a fait, Monsieur Blair vient de le renforcer. La France est dramatiquement en retard".

Pour illustrer leurs propos, un reportage nous mena – en bateau – en Suède, le régime chéri de la social-démocratie française : on y apprend que faute d'argent, on licencie très facilement y compris les fonctionnaires, qu'on ne laisse aucun répit aux chômeurs, qu'ils sont soumis à rude épreuve, qu'on peut leur couper les allocations s'ils ne recherchent pas très activement un emploi.

**Y EN A MARRE** de cette propagande des modèles et des pires remèdes de cheval empruntés à l'étranger, de cette suspicion permanente, de cette haine de classe contre ceux qui ne vivent que de leur travail et produisent les richesses de la nation !

Nous, travailleuses, travailleurs et nos familles n'en avons cure de vos leçons d'économie et de civisme, messieurs les professeurs de morale. Nous portons en mémoire vive les cicatrices de vos funestes politiques d'austérité et de casse industrielle.

Nous n'oublierons jamais, qu'aux postes d'anciens 1<sup>er</sup> ministre et président de la Commission Européenne, vous avez été les penseurs, les fauteurs du carnage économique et social actuel. Rien ne sert de jouer aujourd'hui les pyromanes-pompiers.

**Vous n'êtes que des agents électoraux du capitalisme, de l'or en barre pour le baron Seillière ! Prenez votre retraite et basta !**

## LYCEES DU FUTUR ?

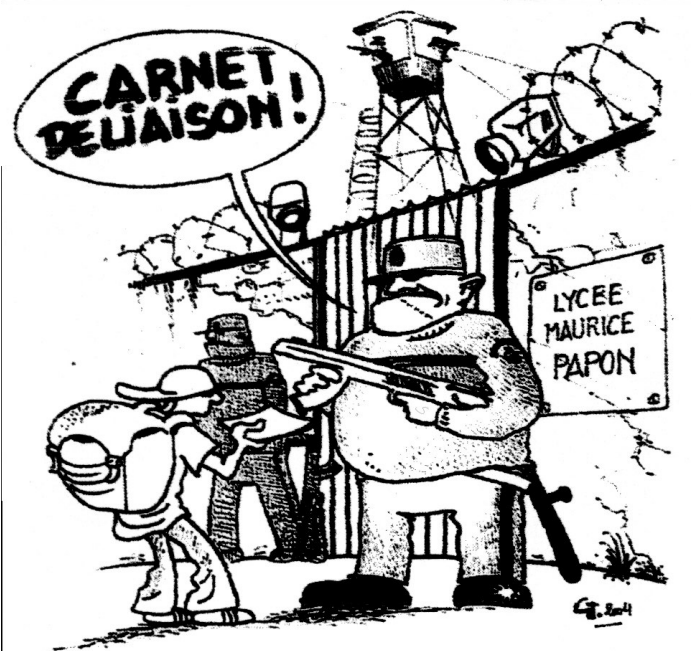
La préfecture et le rectorat du Val d'Oise ne goûtent guère aux **nouvelles mobilisations des profs, parents d'élèves et lycéens**. Après ceux du lycée Romain Rolland de Goussainville, ce sont ceux du lycée René Cassin de Gonesse qui se sont fait expulser manu militari par une compagnie de CRS ! Tous occupaient depuis plusieurs semaines - **en se relayant, sans faire grève et sur leur temps libre** – les locaux administratifs afin de protester contre la réduction des dotations horaires prévues pour la rentrée (ce qui conduira à des classes encore plus surchargées). Déjà à Goussainville, ils avaient relevé, il y a quelques semaines, la présence de policiers en tenue et des RG lors de réunions d'information ou aux abords du lycée !

La multiplication et la banalisation de telles interventions musclées dans les établissements scolaires est un phénomène très inquiétant ! La synergie ECOLE / POLICE / JUSTICE voulue par le gouvernement Raffarin a un certain parfum de Pétain.

Voici peu, Sarkozy, Ferry et Darcos prétextant s'attaquer aux violences scolaires « *n'excluaient pas de pouvoir faire travailler en permanence un membre des forces de l'ordre au sein d'établissements qui en feraient la demande* ». (alors que les établissements souffrent des suppressions de postes de personnels d'encadrement qualifiés !).

Désormais, c'est la **troupe armée** qui sort les profs des lycées !

Ne laissons pas les CRS — Caïds de la Répression Sociale — envahir nos établissements pour y faire la loi !



**L'école ne sera jamais une caserne, Maréchal Fillon !**

## Loi PERBEN 2 :

### **Liquidier les acquis démocratiques conquis de haute lutte et renforcer la nature de classe de la justice !**

Les avocats se sont bruyamment opposés à la nouvelle loi dite "PERBEN 2" en dénonçant :

« - la durée de la garde à vue portée à 96 h alors que l'avocat ne sera présent qu'à partir de 48 h ;

- l'introduction sans aucune précision de la notion de bande organisée ; - les perquisitions de nuit ;

- les infiltrations policières pouvant servir de preuves lors du procès pénal ; - la rémunération des délateurs ;

- l'autorisation donnée aux policiers de commettre des actes illicites ;

- la pose de micros et vidéos dans les domiciles privés ;

- la création du "plaider coupable" sans audience publique et hors la présence de la victime qui pourrait conduire à la condamnation d'innocents ;

- la création d'une passerelle directe entre le Juge des libertés et de la détention et le Procureur de la République supprimant ainsi les pouvoirs effectifs du Juge d'instruction ;

- la diminution des pouvoirs du Juge du Siègle ;

- l'accroissement des pouvoirs de la Police et de ceux du Parquet au détriment des droits de la défense ».

[Extraits d'un communiqué de l'Assemblée Générale des Avocats du Barreau de Lille, le 10 février, veille de l'adoption définitive de la loi au Parlement]

Le Conseil d'État a critiqué certaines dispositions de la Loi, mais l'essence liberticide de celle-ci consacre un recul effroyable des droits acquis de haute lutte par le mouvement ouvrier et démocratique. Le patronat a de plus en plus besoin d'utiliser la systématisation des gardes à vue et la "judiciarisation" des militants syndicaux et du mouvement social qui résistent à la broyeuse sociale en cours. **Criminaliser ceux qui luttent, les réprimer par la police et le tribunal, c'est à cela que sert le durcissement de la loi entérinée par un parlement transformé en chambre d'enregistrement.**

Ce stratagème cynique de classe cherche à désarmer le mouvement ouvrier et a des conséquences mortelles. C'est ainsi qu'apprenant la fermeture de son entreprise, un camarade de NOROXO Harnes, âgé de 42 ans avec 23 ans d'ancienneté, s'est suicidé sur son lieu de travail le 24 mars. Un autre camarade de CEGELEC Wasquehal s'est aussi donné la mort le 31 mars. Il était père de 3 enfants. Déjà en 2002, un autre s'était suicidé à 55 ans suite à son licenciement pour fait de grève. En 1999 un ouvrier était lui licencié à cause de sa surcharge pondérale jugée "incompatible" avec le poids de 120 kg que peuvent supporter les échelles.

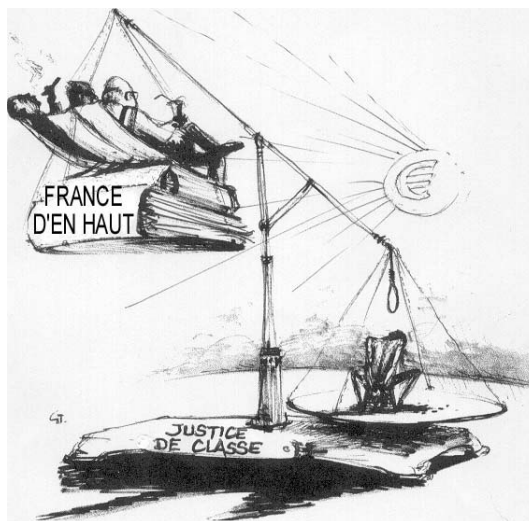
A la suite des fermetures, on peut constater 4 suicides à Metaleurop, 2 à Sollac Biache, 3 à Moosley. Le chiffre de **11.500 suicides de travailleurs** est avancé **durant ces dix dernières années**. En d'autres termes, la guerre de classe des patrons contre le monde du travail se solde par l'hécatombe. **Prenons la mesure de ce désastre liberticide et mortel pour organiser la riposte !**

## **A retenir: APPEL du 18 JUIN 2004**

### **Meeting à Lille contre la criminalisation du mouvement social**

Un premier meeting s'est tenu le 26 mars dernier autour de camarades victimes de la répression patronale et judiciaire: le porte-parole du CSP 59 (voir *Chantiers* n°3), les délégués syndicaux de Nortène, de l'ex-SCIA, de l'ex-Lever/Coventry, de Mainetti, de Renault Villeneuve d'Ascq, des représentants de CEGELEC, des 10 d'Avelin, etc...

Il est essentiel de poursuivre la mobilisation, pour constituer un large front autour des victimes, avec leurs organisations syndicales. La Coordination Communiste, dans le respect de l'autonomie de ce front de lutte, mettra tout en œuvre pour la réussite de ce meeting.



Une **JUSTICE** qui laisse en liberté les pires ennemis de la liberté: les Juppé, Papon, Le Floch-Prigent, Le Pen, Aussaresse, Jean-Christophe Mitterrand, Tapie...

... les patrons voyous, casseurs et pollueurs, les banquiers corrupteurs, les élus véreux, les généraux trafiquants d'armes, les policiers ripoux, les délinquants de la bourse...

Une **JUSTICE** qui embastille par milliers les petits voleurs de poule et de pomme, pourchasse les Cosette et les Gavroche, harcèle les gueux et les misérables, traîne devant ses tribunaux les syndicalistes et emprisonne les défenseurs des pauvres...

**...une JUSTICE faite par les riches et pour les riches !**

### **Le syndicalisme n'est pas une activité criminelle**

#### **Solidarité avec Charles Hoareau !**

Le responsable du Comité des privés d'emploi de la CGT des Bouches-du-Rhône, Charles Hoareau, a été convoqué "pour un prélèvement biologique en vue de son inscription au fichier national des empreintes génétiques" ! Cela suite à une condamnation — datant de janvier 2000 — à cinq mois de prison avec sursis pour "violence volontaire" contre des policiers alors qu'il s'était opposé, sur le port de Marseille, à l'embarquement d'un sans-papier tunisien en cours de régularisation. Notre camarade a été convoqué comme 200 condamnés de droit commun, cela conformément à la nouvelle loi Perben 2 sur la "grande criminalité" !

La bourgeoisie choisit ses cibles. Charles Hoareau est l'un des principaux animateurs de la lutte des chômeurs, dans un département qui joue un rôle d'avant-garde en ce domaine, le récent jugement du TGI de Marseille sur les "recalculés" de l'UNEDIC venant encore le prouver [les chômeurs de Marseille ont été les premiers à attaquer leur ASSEDIC pour rupture de contrat suite à la mise en œuvre au 1er janvier 2004 de la nouvelle convention signée par la CFDT réduisant la durée d'indemnisation].



**Francis VANDEWEGHE**  
**(1930 – 2004)**

**La mort d'un pionnier de la**  
**Coordination dans le Var**

Notre camarade Francis s'est éteint le 16 avril, des suites de cette foutue maladie qu'est le cancer. Il était de longue date adhérent de la Coordination Communiste, qu'il avait rejoint à sa fondation au début des années 90. Militant du PCF — d'abord dans le Nord puis dans l'Hérault où il partit exercer son métier dans les années 70 (il était receveur de la Poste) et enfin dans le Var au début des années 80 — il avait retrouvé avec la Coordination l'outil nécessaire pour poursuivre le combat révolutionnaire après le passage du PCF dans le camp réformiste.

Dans son combat dans le Var depuis 10 ans, il avait rencontré les difficultés de la reconstruction d'un nouveau Parti, notamment les difficultés à rompre avec les mauvaises pratiques héritées du PCF, comme il nous l'écrivait encore dans une lettre datée du 1er mai 2003 : "*les réponses aux questions qui devraient être suffisamment élaborées sont escamotées, souvent unilatérales; de ce fait, les moyens attendus pour réaliser tout travail théorique, donc pratique ensuite, sont évanouis non disponibles*" Et il citait Georges Politzer, le grand philosophe communiste fusillé par les nazis: "*Si l'on ignore plutôt un sujet, il faut l'étudier minutieusement, sans quoi l'on arrive simplement à faire des caricatures de jugement*".

Francis combattait en particulier la tendance au "suivisme" qui, disait-il, avait fait tant de mal dans le PCF. "*C'est par le débat, le plus scientifiquement mené, par l'analyse réelle, que peut se faire la clarté nécessaire à une compréhension mutuelle*". Malgré l'éloignement géographique du Nord — cœur de l'activité de la Coordination aujourd'hui — il reconnaissait chez nous cette volonté de débat sérieux, de recherche, loin des prises de décisions bureaucratiques et c'est ce qui lui faisait manifester sa confiance et sa volonté de continuer la lutte, malgré les désillusions d'avoir rencontré dans le Var trop de militants qui n'avaient rompu que formellement avec les défauts du PCF.

C'est pourquoi, très conscient de l'importance de la maîtrise de

la théorie pour mieux déchiffrer le monde et s'orienter dans la lutte, il insistait tant aujourd'hui sur un projet qui lui tenait à cœur: l'organisation d'une "Université d'été marxiste-léniniste" dans le Var, à partir de l'expérience accumulée dans ce domaine dans le Nord. Nous regrettons que ce projet n'ait pu voir le jour de son vivant. **Adieu camarade, nous ne t'oublierons pas !**



- Je désire prendre contact
- Je désire m'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Tél : -- / -- / -- / -- / --

E-Mail : .....

**Qui sommes-nous ?**

*Nous sommes des militants agissant sur différents fronts (syndical, anti-impérialiste, associatif...) avec la conviction que nos luttes et nos revendications ne peuvent être complètement satisfaites dans ce système immonde qu'est le capitalisme. Il doit être renversé par la révolution socialiste, qui ouvrira la voie à une société débarrassée de l'exploitation: la société communiste. Organisés depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce Parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.*

*Organisés depuis 1991 au sein du PCF en tant que groupe révolutionnaire opposé à la dérive réformiste de ce Parti, nous avons rompu en 2000 avec le PCF et oeuvrons depuis à la reconstruction d'un parti communiste révolutionnaire.*

***...Action... En Bref... Action... En Bref...***

**Solidarité avec la résistance irakienne**

Le 20 mars, jour anniversaire du déclenchement de l'invasion impérialiste de l'Irak, ont eu lieu un peu partout dans le monde des manifestations contre l'occupation.

A Lille, nous étions évidemment de la partie, avec nos pancartes dénonçant l'impérialisme et célébrant la Résistance irakienne.

A noter qu'aujourd'hui nous assistons en Irak à une unification de la résistance patriotique irakienne, avec un soulèvement généralisé dans toutes les villes, sunnites comme chiites. C'est le début de la fin de la stratégie impérialiste du "diviser pour régner". Le peuple irakien montre très clairement qu'il n'y a pas d'autre issue possible pour l'indépendance et la souveraineté nationale que dans l'unité du peuple **dans toutes ses composantes** contre l'occupation coloniale du pays.



*Sur la photo, enveloppée du drapeau irakien: Amara Sellali, de retour de Bagdad*

Le mouvement anti-guerre devra encore retrouver les pavés des grandes villes pour dire: **Impérialisme, colonialisme Yankee, hors d'Irak !**

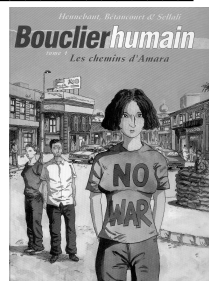
**Notes de lecture**

**BOUCLIER HUMAIN**

**tome 1: Les chemins d'Amara**

**BD** de Hennebaut, Bétaucourt & Sellali

Bamboo Édition, Angle de Vue, mars 2004



L'histoire, en image, d'Amara Sellali, une jeune femme qui a décidé d'aller jusqu'au bout de ses convictions.

Mars 2003, la guerre s'annonce en Irak. Pacifiste, Amara veut tout tenter pour l'en empêcher. Elle décide de devenir "bouclier humain" et part pour Bagdad. Le 5 mars, elle s'installe dans une centrale électrique de la ville. Le temps passe entre espoir et résignation...

*A commander au journal.*

**Chantiers**

*Pour la reconstruction d'un Parti Communiste révolutionnaire*



Prix au numéro : 1 €

Abonnement (6 n° + frais de port) : **10€**

Chèque à l'ordre de la 'Coordination Communiste'

**Coordination communiste**

BP 51, 59007 LILLE Cedex

Mail : coordcommuniste@numericable.fr